

AU SUJET DU PENSIONNAT DE KAMLOPPS CE QUE LES ÉVÊQUES DU CANADA AURAIENT DÛ DIRE

Il faut rappeler les faits suivants.

1. Les pensionnats ont été créés par le parti fédéral conservateur au titre d'une politique d'extermination des populations autochtones.
2. L'Église, en la personne des évêques de l'époque, en particulier du saint Mgr Grandin, s'y est opposée autant qu'elle a pu.
3. Finalement, pour contraindre les Oblats à prendre en charge ces pensionnats comme les réserves indiennes, le gouvernement conservateur a coupé purement et simplement aux missionnaires tous les subsides qui leur permettaient de faire vivre leurs propres écoles qui étaient établies au plus près des familles.
4. Une fois au pouvoir, le parti libéral a maintenu cette politique d'extermination des populations autochtones en toute connaissance de cause jusqu'à l'arrivée de Jean Chrétien au Ministère des affaires indiennes en 1968.
5. Ces pensionnats ont été confiés aux catholiques, mais aussi aux autres églises chrétiennes sans tenir compte de la foi des familles et des enfants.
6. Avant de parler de mauvais traitements, l'Église devrait demander l'autopsie des restes pour déterminer les causes de la présence de ces ossements.
7. En attendant les résultats, l'Église devrait engager des poursuites judiciaires contre toute personne, tout média parlant de mauvais traitements.

8. Il est fort possible que ces enfants aient été victimes de la grippe espagnole, mais plus probablement des suites de la malnutrition ou de la tuberculose causés par la politique fédérale visant à limiter au maximum l'aide alimentaire aux Autochtones qui avaient été privés de la ressource des troupeaux de bisons décimés malgré les conseils de prudence donnés par les missionnaires aux Autochtones.

9. L'anonymat des victimes s'explique fort probablement par le fait que ces enfants étaient des enfants trouvés dont les parents étaient morts de faim dans les bois.

10. L'Église, les Oblats en particulier, devront faire les recherches qui s'imposent dans leurs archives pour tirer au clair cette affaire.

11. Si ce que nous venons de dire se confirme, l'Église devrait exiger des excuses de la part du gouvernement fédéral et même attendre des remerciements pour tout ce que l'Église a fait pour les sauver ces populations de leurs dures conditions de vie, des famines et de la politique fédérale d'extermination.

12. Cependant, l'Église catholique doit se désoler de ne pas avoir eu les moyens d'empêcher cette politique. Il en aurait été autrement si les opposants au Programme catholique du Québec, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, avaient soutenu l'Église de l'Ouest, en lui donnant le poids politique qui lui a manqué.

Référence : James Daschuk, [La destruction des Indiens des Plaines](#)
2013, Université of Regina Press (édition en français : PUL, 2015, 365 p.)
La Renaissance catholique au Canada, avril 2026 :
<https://crc-canada.net/etudes-speciales/oeuvre-oblats-nord-ouest-canadien/gouvernement-federal-indiens-de-louest.html>

Benoit Caron, professeur d'histoire

